



C'est fait ! Les fameuses sanctions sont tombées de la part de l'Union Africaine. Mais que pouvait-elle faire d'autre que de s'entêter dans son illogisme du à une campagne de désinformation orchestrée et financée par Marc Ravalomanana, le président qui s'est désisté anticonstitutionnellement en dissolvant son gouvernement et en remettant ses pouvoirs à un directoire militaire qui n'en a pas voulu et qui l'a transféré au leader de la révolution orange, Andry Rajoelina ? C'était le 17 mars 2009, au palais d'Etat d'Iavoloha. C'était il y a un an. A ce moment-là, la Communauté internationale avait effectivement déclaré « prendre note de cette démission » et « qu'il fallait revenir au plus vite à l'ordre constitutionnel »

. Las. Une fois sorti du pays pour se réfugier en Afrique

, Marc Ravalomanana est allé jouer sa partition de grand menteur devant l'Eternel pour jurer qu'on l'avait forcé de quitter le pouvoir, sous la menace d'une arme. Or, même Rfi, sur son site, en date de ce 17 mars 2010, reconnaît que

« le 17 mars [2009], le pays est entré dans « l'extraconstitutionnalité » puisque le pouvoir aurait dû être remis au président du Sénat »

. il faut avoir une honnêteté intellectuelle dans ce métier ingrat de journaliste et reconnaître les faits.

C'est cette déclaration mensongère de Ravalomanana, devant ses copains de la Sadc, répercutée à travers des sites et blogs ayant brusquement fleuris sur l'Internet, qui a été publiée par les plus prestigieux supports de la presse dite internationale. La vérité est là. La démarche de l'UA est logique car basée sur cet énorme mensonge qui a dupé les grands de ce monde. Surtout avec l'appui d'un Niels Marquardt à qui Ravalomanana avait promis des hectares de terrains et la mise en place d'une chambre de commerce américano-malgache avec ses copains douteux. Niels Marquardt, cet ambassadeur américain des plus douteux, ne doit pas ignorer que je connais les tenants et aboutissants d'Hydromine Inc., ce projet d'extraction de bauxite au Cameroun, présidé par le dénommé Peter Brigger qui gérait la fortune du président Paul Biya. Je vous raconterais cela dans un autre dossier.



**Ramtane Lamamra, Commissaire « Paix et Sécurité » de l'Union Africaine. Une décision basée sur un énorme mensonge que le tribunal de l'Histoire ne ratera jamais d'ici quelques années**

Pour le moment, l'UA, afin de ne pas se décrédibiliser davantage, face aux coups d'état militaires du continent africain qu'elle n'a jamais réussi à résoudre, doit pratiquer la fuite en avant. Les sanctions pour les dirigeants malgaches sont donc « tombées ». Hou ! Les Malgaches vont tous mourir alors. Non, car elles sont

« ciblées »

et ne visent 109 personnes exactement, proches du Président Andry Rajoelina qui est le premier d'une liste dressée par des

« experts ».

Rappelons les sanctions : restrictions sur les visas, gel de comptes bancaires, rupture des relations diplomatiques (avec les 52 pays membres de l'Union africaine). Rappelons que ces mêmes sanctions avaient été appliquées à la Guinée après l'autre vrai coup d'état de Dadis Camara... Attention à l'effet boomerang, chère UA, car l'Asie est plus proche de cette Grande île de l'océan Indien... Pour le moment, pourquoi, avoir donné un mois de délai à la HAT ?



### **Le dessin incisif d'humour... noir du dessinateur de presse Elisé Ranarivelo**

Parce qu'aussi pire que lorsque l'on gronde un enfant : le régime de la transition « n'a pas appliqué l'accord de partage du pouvoir conclu à Maputo et à Addis-Abeba »

. Allez, puni ! Cela, pour se mettre du côté de Marc Ravalomanana censé être aussi riche que Crésus. Voire.

Mais, sur un autre plan, il est sous-entendu que

« /

*'Union africaine a suspendu Madagascar jusqu'à la tenue d'un scrutin régulier et transparent*

»

. Il n'est pas précisé de quel scrutin il s'agit. Cela tombe bien car, justement, au mois de mai, après la saison cyclonique, l'élection des membres de l'Assemblée constituante aura bel et bien lieu. Et là, au vu des résultats, l'occasion sera toute trouvée pour laisser enfin tomber Marc Ravalomanana comme une serpillère, après avoir été considéré comme un mouchoir de dentelle.

Autre « truc », somme toute normal : du côté des Nations-Unies et du Parlement européen, aucune prise de position explicite pour le moment. Ceux-là, après le vrai coup d'état militaire au Niger, commencent à douter de la crédibilité de Marc Ravalomanana, ce petit laitier qui, en côtoyant les grands de ce monde, a voulu se prendre pour l'Empereur de Tikoland. On sait ce

qui est arrivé à Bokassa Premier et dernier. A présent, tout est question de temps. Par ailleurs, pour prouver que Madagascar est un état indépendant souverain, il ne serait pas normal du tout que la HAT reste les bras croisés et vis-à-vis de la jubilation imbécile des leaders des trois mouvances ("*étonnamment solidaires alors que leurs chefs de file se détestent depuis des années*" , dicit rfi). trois mouvances qui priaient littéralement pour des sanctions économiques, en oubliant totalement que les bailleurs de fonds traditionnels avaient déjà gelé leur importante contribution dès décembre 2008, à la suite de la très mauvaise gouvernance de Marc Ravalomanana. Cela dit, une transition étant limitée, en l'occurrence ici, jusqu'à des élections régulières et transparentes, que les sanctions soient à double sens. Je ne sais pas si cette quatrième transition malgache a compris ce que je veux dire... Car il ne faut pas prendre les enfants du bon Dieu pour des canards sauvages.

**Jeannot RAMAMBAZAFY – 17 mars 2010**